

Un Mémorial régional La Pulperie de Chicoutimi

Gaston Gagnon

Number 37, Spring 1994

Des lieux chargés d'histoire

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/8586ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (print)

1923-0923 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Gagnon, G. (1994). Un Mémorial régional : la Pulperie de Chicoutimi. *Cap-aux-Diamants*, (37), 34–38.

Un Mémorial régional

La Pulperie

de Chicoutimi

À la fin du XIX^e siècle, l'industrie du bois d'œuvre sera remplacée par celle de la pâte à papier. La compagnie de pulpe de Chicoutimi témoigne de ce glissement. Fondée en 1897 et abandonnée en 1930, la «Pulperie» deviendra sous peu un ensemble muséal où histoire, archéologie industrielle et art se rencontrent.

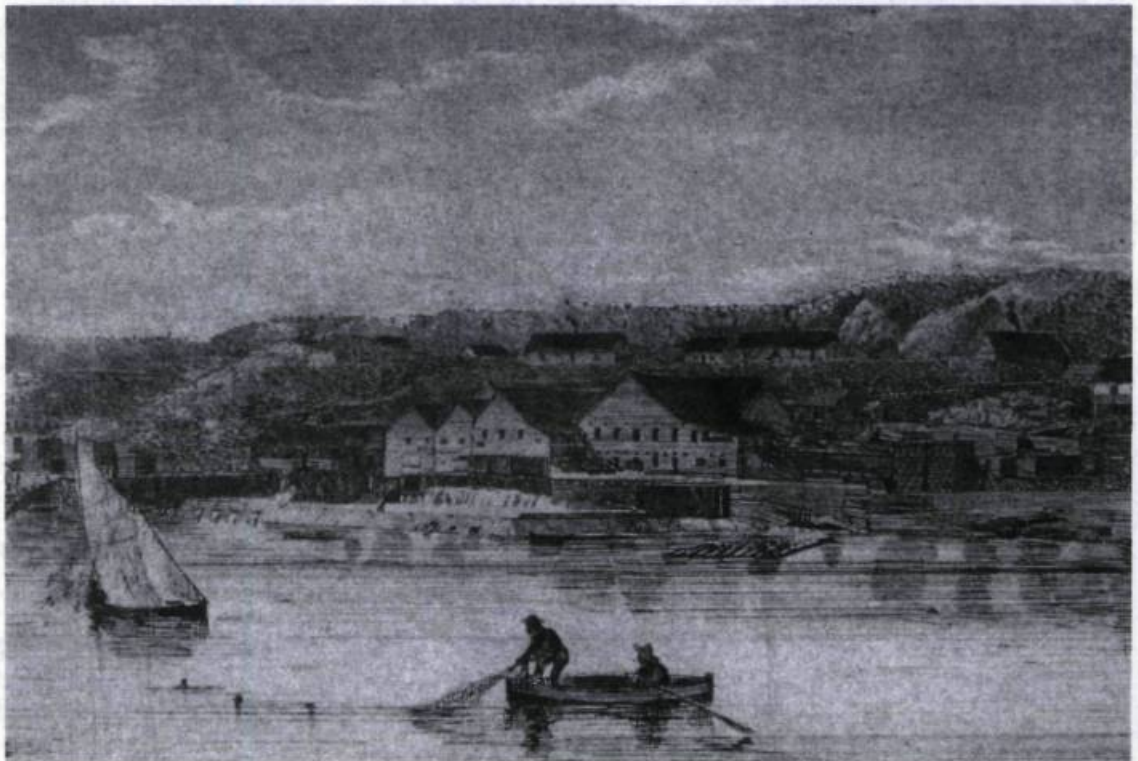
par Gaston Gagnon

DANS UNE PÉRIODE D'EXTRÊME MUTATION COMME la nôtre, les lieux de mémoire possèdent souvent un pouvoir de référence qui relativise les situations et les humeurs collectives, en plus d'agir comme témoins de l'occupation humaine à travers le temps et l'espace.

L'histoire de la Pulperie de Chicoutimi est très révélatrice, à cet égard, puisqu'elle met en

lumière l'émergence de la grande industrie au Saguenay- Lac-Saint-Jean, tout en montrant l'importance de connaître et de mettre en valeur nos lieux patrimoniaux.

L'aventure de la Pulperie commence en 1894, à Chicoutimi. Ville de 2 000 habitants, c'est aussi le chef-lieu du comté et le siège institutionnel et commercial de la région. Son activité repose principalement sur l'industrie du bois d'œuvre, véritable locomotive de l'économie. La maison Price, à l'origine de sa fondation en 1842, y possède l'établissement le plus important et l'un des plus considérables du Québec. Il comprend, en plus de la scierie à eau, des ateliers, une forge, des quais, des écuries, de même qu'un magasin et plusieurs maisons ouvrières. Une trentaine de bateaux servent chaque automne à l'expédition de la production. La plus grande partie des madriers, planches et bardeaux sortis de l'établissement est destinée au marché de la Grande-Bretagne, alors que presque tout le reste est dirigé vers le Chili, la France et l'Espagne.



Gravure du «Canadian Illustrated News» montrant la scierie Price à Chicoutimi vers 1870. (Musée du Saguenay-Lac-Saint-Jean).

Mais, en cette fin du XIX^e siècle, les temps sont plus difficiles pour les activités de coupe et de sciage. D'une part, parce que la surexploitation des pinières et le «Grand Feu» de 1870 qui a ravagé la région, dont les meilleures concessions de la compagnie, ont provoqué un épuisement de la ressource et, d'autre part, parce que la demande britannique connaît depuis une ou deux décennies un déclin lié, entre autres, à l'apparition du fer dans la construction des navires.

C'est donc un vent d'inquiétude et de morosité qui affecte Chicoutimi à la fin du XIX^e siècle. Dans ce contexte, la presse s'interroge sur la façon de ramener la confiance de la population, de susciter la concurrence et de favoriser de meilleures conditions salariales pour la classe ouvrière. La gestion des salaires est d'autant plus importante que le système de rémunération adopté par la Price — les fameux «pitons» — a toujours cours à Chicoutimi, en dépit des pressions ouvrières.



Le site de «l'île électrique» à Chicoutimi vers 1897. En avant-plan, la construction du premier moulin de la Pulperie de Chicoutimi. Œuvre de l'architecte C.E. Eaton et de l'ingénieur Alex Wendler, son aménagement coûtera 125 000 \$ et 75 employés seront affectés à la production. En arrière-plan, à gauche, la petite centrale de la Compagnie électrique de Chicoutimi.

(Collection de la Société historique du Saguenay. Archives nationales du Québec à Chicoutimi).

Toutes ces conditions affectent les activités et les établissements de la maison Price. Malgré des fermetures de moulins et de chantiers dans le fjord du Saguenay, ainsi que l'achat de nouveaux parterres forestiers, l'entreprise semble avoir du mal à améliorer ses bénéfices. D'après l'historien Arthur Maheux, la présence de Evan John Price à la direction de la compagnie compterait aussi pour beaucoup. Plus intéressé par son poste de sénateur, par la navigation d'hiver sur le Saint-Laurent et par son domaine de Batiscan, il se désintéresse du Saguenay, ce qui expliquerait ses pourparlers, en 1894, avec la John Ross Company en vue de se départir de l'établissement de Chicoutimi et des espaces forestiers qui l'accompagnent.

La population et les activités locales subissent les contrecoups de ce repli de l'économie et de cette gestion. Depuis 1881, près de 4 000 personnes, au dire du géographe Raoul Blanchard, quittent le Saguenay pour Québec, Montréal, Ottawa, le Yukon et les villes manufacturières de la Nouvelle-Angleterre. Le projet de vente à la John Ross Company donne lieu à des rumeurs de fermeture, qui se concrétiseront en 1901.

Attendre ou agir?

Une nouvelle génération mieux formée partage les vues de plusieurs prêtres du Séminaire, qui rêvent depuis longtemps de grandeur pour la région, et subit l'influence du mouvement de la Société Saint-Jean-Baptiste où le sentiment national et l'affirmation du Canadien français sont omniprésents.

Joseph-Dominique Guay apparaît très tôt comme l'un des dirigeants de cette élite. Fils de John Guay, homme d'affaires important de Chicoutimi, Joseph-Dominique poursuit d'abord les activités commerciales familiales puis fonde, en 1887, *Le Progrès du Saguenay*. C'est à travers ce journal qu'il mènera la lutte contre l'administration locale et contre le mode de gestion de la maison Price et attirera ainsi l'attention des électeurs.

En 1895, à l'âge de 28 ans, il brigue les suffrages à la mairie de Chicoutimi, comme l'avait fait son père en 1863. Le programme de Guay préconise l'apparition de nouvelles industries.

Malgré les menaces de la Price de congédier tout employé qui ne voterait pas en faveur de ses

candidats, l'équipe de Guay remporte cinq des sept sièges lors du scrutin qui se tient à l'époque à main levée. Aussitôt assermenté, Guay amorce la réalisation de son programme. Il engage le processus de modernisation des infrastructures de la ville en créant, coup sur coup, la Compagnie électrique de Chicoutimi et la Compagnie municipale des eaux de Chicoutimi; deux entreprises de capital-actions. Pour éviter la concurrence et assurer le fonctionnement des opérations, des privilèges d'exclusivité, d'une durée de 20 ans, vont être accordés à ces compagnies par les élus par voie de règlement.



Les directeurs de la Compagnie de Pulperie de Chicoutimi. (Collection initiale. Archives nationales du Québec à Québec).

Avec le concours du secrétaire-trésorier François-Xavier Gosselin et de l'auditeur des comptes Joseph-E.-Alfred Dubuc, il énonce les grandes lignes d'une politique industrielle en vue d'attirer des investisseurs. Comme pierre angulaire de cette politique, il propose d'accorder une prime et une exemption fiscale «à l'industrie nouvelle qui s'établira la première [à Chicoutimi] et n'emploiera pas moins de 200 artisans». Des annonces paraissent dans *La Semaine Commerciale* et dans d'autres journaux du Québec. L'accent est mis sur les ressources naturelles de

Chicoutimi et de la région, et l'on insiste sur les facilités de transport et la présence d'une main-d'œuvre bon marché. Des lettres sont aussi expédiées par Dubuc à des ingénieurs et industriels de Toronto, New York, Liverpool et Zchopan, en Allemagne, intéressés dans la mise en valeur des pouvoirs hydroélectriques. Enfin, une tournée est organisée à Montréal, en Ontario et dans l'est des États-Unis pour y examiner le fonctionnement des usines et les possibilités d'investissement.

En octobre 1895, J.-D. Guay reçoit deux projets: l'un pour l'établissement d'une filature de coton, l'autre pour l'implantation d'une manufacture de pâte à papier. Cependant, quelques mois plus tard, seul le deuxième projet subsiste. Qu'à cela ne tienne! La «pulpe» est appelée à «révolutionner la province», à procurer plus de revenus au gouvernement que toute autre industrie, tout en contribuant à favoriser l'essor de la colonisation, comme le signalera le docteur J.-A. Couture, futur directeur de la Pulperie, dans une lettre au ministre Simon-Napoléon Parent.

En juin 1896, le président de la Canada Paper Company se rend à Chicoutimi visiter le pouvoir d'eau et les installations de l'«Île électrique». Des discussions s'amorcent avec le conseil de ville sur l'exemption de taxes qui pourrait être accordée à la compagnie. Les actionnaires de la Compagnie électrique et de la Compagnie municipale des eaux se mettent d'accord sur le prix de vente d'un de leurs pouvoirs d'eau. On pense conclure, mais les choses traînent et la Canada Paper se retire.

Devant cette volte-face, J.-D. Guay suit les conseils de Dubuc et réunit son frère P.-A. Guay, le marchand Joseph Gagnon et son ami F.-X. Gosselin pour les convaincre de former la Compagnie de pulpe de Chicoutimi (CPC).

Le 26 novembre 1896, *Le Progrès du Saguenay* annonce le projet de construction de la manufacture. Le 6 décembre de la même année, le premier procès-verbal de la compagnie est rédigé, et les lettres patentes sont émises le 18 mai 1897. Selon Albert Faucher, la formation de cette entreprise de capital-actions, de 50 000 \$ seulement, se révèle une première dans l'histoire de cette industrie; jusque-là, en effet, seuls des Américains ou des entrepreneurs canadiens-anglais avaient investi dans ce secteur au Québec. Rapidement, la CPC connaît un essor qui va au-delà des espoirs de ses premiers actionnaires. Deux raisons y concourent: la demande anglaise liée à la production du papier journal pour la presse à grand tirage, mais aussi la très grande qualité de la pâte locale. Une reconnaissance internationale allait être accordée à la CPC à ce sujet lors de l'exposition universelle de Paris, en 1900.

À la même époque, des actionnaires influents de Québec, proches du Parti libéral, se joignent à l'entreprise: le docteur J.-Alphonse Couture, Gaspard Lemoine, le notaire V.W. Larue et surtout l'Honorable Némèse Garneau qui agira pendant près de 20 ans comme président de la compagnie. Les liens entre ces hommes d'affaires, le gouvernement, la Banque nationale et la CPC seront d'ailleurs à ce point importants qu'au début du siècle, un bureau de la compagnie est ouvert à Québec, rue Saint-Pierre, dans l'édifice même de la Banque nationale.

sédant des actifs de près de 20 millions, contrôlant une dizaine de compagnies subsidiaires, dont le moulin de Val-Jalbert au Lac-Saint-Jean, l'entreprise est alors à son apogée.

Une trop grande dépendance envers la Becker and Co. de Londres, ainsi que la crise papetière canadienne et américaine, la forcent cependant, en 1924, à déposer son bilan. La Price Brothers Company, qui avait entrepris depuis 1903 le virage papetier grâce à la direction de Sir William Price et à la construction des moulins de Jon-



Carte postale de Novelty Manufacturing and Art Ltd de Montréal montrant le site de la Pulperie de Chicoutimi vers 1915. En avant-plan, le long de la rivière Chicoutimi, les trois moulins, le quatrième étant construit en 1919-1920. À gauche de la photo, le hangar à locomotive, le bureau administratif et l'atelier mécanique. (Collection privée).

Entre 1896 et 1921, une scierie, deux écorceurs, quatre moulins, un atelier mécanique et de fonderie et un hangar à locomotive allaient être aménagés le long de la rivière Chicoutimi, sur un terrain de 28 acres acheté par J.-D. Guay et ses associés en juin 1895. Des ingénieurs américains et norvégiens ainsi que des architectes québécois vont être mis à contribution pour la conception et la construction des édifices et des barrages, en utilisant la meilleure technologie de pointe. Près de 2 000 ouvriers travailleront sur le site et dans les chantiers forestiers de la CPC. En 1912, à l'instigation de l'abbé Eugène Lapointe, ceux-ci donnent naissance au premier véritable syndicat catholique en Amérique du Nord.

En 1920, après avoir été rattachée au plus grand consortium de pâte et papier américain, la North American Pulp and Paper, que préside J.-E.-A. Dubuc, le directeur-gérant des usines de Chicoutimi, la CPC se classe, avec une production annuelle de 110 000 tonnes, parmi les plus importants fabricants de pâte «mécanique». Pos-

quière, de Kénogami et de Riverbend, profite de l'occasion pour s'accaparer une partie de ses actifs au coût de 10 millions de dollars. Graduellement, elle procède à la fermeture des usines, à la liquidation de l'équipement, à la vente des sociétés-filiales, dont la Compagnie de chemin Roberval-Saguenay et la Compagnie du Port de Chicoutimi, tout en mettant la main sur ses concessions forestières et ses pouvoirs hydromoteurs.

C'est ainsi qu'en 1930 le site de la Pulperie est abandonné. Seule une famille de gardiens veille sur les installations qui avaient été jadis un symbole du savoir-faire canadien-français. Pour les comités de travailleurs, la Pulperie devient une terre fertile pour divers projets, allant de l'école des arts et métiers à la fabrique de meubles ou de canons. Rien n'y fait; c'est comme si le site était devenu un lieu maudit, un cimetière de «promesses à élection».

Il faut attendre les années 1950, sous le gouvernement Duplessis, pour que l'espoir renaisse,



Trois vues de la Pulperie de Chicoutimi, à différentes périodes, prises sur le barrage du premier moulin: le site avec l'écorceur, l'atelier mécanique et la fonde-

rie vers 1921, le site au temps de la Eastern Smelting vers 1955 et le site actuel. (Collection de la Société historique du Saguenay. Archives

nationales du Québec à Chicoutimi). (Ministère de la Culture et des Communications. Direction du Saguenay-Lac-Saint-Jean).

avec le projet de la Eastern Smelting and Mining Corporation, qui veut en faire une usine d'affinage des métaux. En 1954, une douzaine de millions de dollars sont investis dans la première phase de construction d'une centrale hydroélectrique. Des pelles mécaniques, des camions chamboulent l'ancien complexe de la CPC. Cependant, la chute du prix du cuivre sur le marché international en 1959 empêche la ESMC de donner suite à ce projet. Le gouvernement récupère les actifs et cède les droits d'utilisation de la rivière, en 1966, à la Smelter Power Corporation, filiale de la Union Carbide Company. Ainsi, la centrale de la SPC, toujours opérationnelle, montre l'importance du pouvoir d'eau de la rivière, cette énergie du Nord qui avait tant émerveillé Guay, Dubuc et Gosselin, et qui avait fait passer la région du stade de la colonisation à celui de la grande industrie.

Véritable lieu polysémique, le site de la Pulperie témoigne de cette rencontre entre la nature et l'homme. De la vingtaine de structures qui composaient autrefois l'industrie, il ne reste plus que cinq bâtiments, les plus importants et les plus monumentaux, ainsi que des ouvrages hydrauliques. Sauvés de la démolition en 1978 grâce à l'intervention de la Corporation du Carnaval-souvenir de Chicoutimi et des autorités locales, ils constituent un authentique mémorial consacré à l'histoire locale et régionale et, selon les mots de Marc Guillaume, «apportent à la fiction du passé la caution de sa matérialité».

Le projet de mise en valeur de la Pulperie a été enclenché en 1980 avec le Symposium international de sculpture environnementale. Classée bien culturel pour son importance historique nationale en 1983, elle a fait l'objet de travaux majeurs de restauration jusqu'en 1987. Près de 7 millions de dollars y ont été investis par les différents gouvernements. Des programmes d'animation ont permis d'accueillir chaque été environ 100 000 visiteurs de toutes provenances.

En somme, pour qui veut se plonger dans l'histoire de l'exploitation des ressources naturelles du Québec et de ses régions, à l'intérieur d'une «économie-monde», le site de la Pulperie représente un haut lieu. Il constitue surtout, dans le contexte actuel, un symbole de notre capacité de faire et d'agir dans notre milieu. L'exemple de J.-D. Guay et de ses associés nous incite à faire, à notre tour, œuvre de création. ♦

Gaston Gagnon est historien et muséologue, ministre de la Culture et des Communications, Direction du Saguenay-Lac-Saint-Jean.